



AgEcon SEARCH

RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Bibliographie

Citer ce document / Cite this document :

Bibliographie. In: Économie rurale. N°95, 1973. pp. 79-87;

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1973_num_95_1_1137

Fichier pdf généré le 08/05/2018

BIBLIOGRAPHIE

BIBLIOGRAPHIE SIGNALÉTIQUE

La liste présentée ci-dessous est réalisée à partir des fiches signalétiques établies par le service de documentation de la Station Centrale d'Economie et de Sociologie rurales de l'I.N.R.A. Nous remercions en particulier Mademoiselle C. Pinson, documentaliste, pour l'aide qu'elle nous apporte.

Les articles sont classés selon le cadre suivant :

- | | |
|--|------------------------------------|
| 1. Recherche - Enseignement. | 13. Sociologie. |
| 2. Economie générale. | 14. Démographie. |
| 3. Gestion et programmation dans l'entreprise. | 15. Histoire. |
| 4. Statistique, méthode et enquêtes. | 16. Croissance et développement. |
| 5. Offre agricole. | 17. Planification. |
| 6. Débouchés - Consommation. | 18. Investissements - Financement. |
| 7. Commercialisation. | 19. Politique agricole. |
| 8. Prix et revenus. | 20. Marché commun. |
| 9. Coopération. | 21. Commerce international. |
| 10. Organisations professionnelles. | 22. Agricultures étrangères. |
| 11. Structures. | 23. Etudes par produit. |
| 12. Institutions - Législation. | |

1) Recherche - Enseignement.

BERGMANN (Denis). — Les recherches économiques et sociologiques à l'INRA. Leur rôle dans l'explication des phénomènes et dans la prise des décisions. — In : L'Institut national de la recherche agronomique, éd. du 25^{me} anniversaire. Regards sur la France, mars 1972, p. 19-38.

SERVOLIN (C.). — Crise de l'agriculture ou crise de l'économie rurale. — L'inform. agric. (426), juin 1972, 17-20, tabl.

2) Economie générale.

PHAN (D.L.). — Les échanges extérieurs en 1975 entre les six, le Royaume-Uni et les Etats-Unis. D'après un modèle gravitationnel. — R. Econ. Polit. **82** (1), janvier-février 1972, pp. 80-106, bibliogr., tabl.

3) Gestion et programmation dans l'entreprise.

AUMAITRE (A.), FEVRIER (C.), ATTONATY (J.-M.). — Modèle de gestion technique et économique d'un atelier de production porcine d'élevage et d'engraissement. II. — Applications aux condi-

tions françaises de la production porcine : cas d'un atelier « naisseur-engraisseur ». — Extr. de Journée Rech. porcine en France, Paris 1972, 299-306, tabl., graph.

BERTRAND (J.-P.), POULIQUEN (A.). — La recherche du profit, l'accumulation du capital et la reproduction du pouvoir économique dans les grandes entreprises en position dominante. - Paris, INRA, Econ. Soc. rur., mai 1972, 106 p.

LE DEUNFF (Y.). — Recherche et détermination des critères de rentabilité des exploitations agricoles. - Cah. IGER (18), 1972, 34 p., graph., tabl., dépl.

Résultats économiques en 1968 des exploitations agricoles adhérentes des Centres de gestion et d'économie rurale. Résultats économiques détaillés des exploitations en élevage bovin. - Cah. IGER (18), 1972, 88 p., tabl., graph., cartes.

Résultats économiques en 1968 des exploitations adhérentes des Centres de gestion et d'économie rurale. Résultats économiques détaillés des exploitations en agriculture générale (cultures céréalières et industrielles). — Cah. IGER (15), 1971, 107 p., tabl., graph.

T.V.A. agricole. — Choix, difficultés et résultats des premières années d'application. — Cah. I.G.E.R. (13), 4^{me} tr. 1970, 24 p.

4) Statistique, méthode et enquêtes.

BONNAMOUR (J.), GILLETTE (C.), GUERMOND (Y.). — Les systèmes régionaux d'exploitation agricole en France. Méthodes d'analyse typologique. — Et. rur. (43-44), juillet-décembre 1971, 78-214, cartes, tabl., dépl.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE. Bureau commun du réseau d'information comptable agricole. — I. Résultats de l'exercice 1968. II. Résultats de l'exercice 1969. — Paris, INSEE (1972), XXVII-132 p. + XXVIII-138 p., tabl., annexe.

NICOLAS-OBADIA (G.). — La carte statistique agricole : son commentaire et son utilisation dans les études régionales agraires. — Et. rur. (43-44), juillet-décembre 1971, 7-77, graph., cartes, fig., tabl., dépl.

6) Débouchés, consommation.

IRIBARNE (d') Philippe. — La consommation et le bien-être, approche psycho-socio-économique. — R. Econ. Pol. **82** (1), janvier-février 1972, pp. 24-64.

7) Commercialisation.

LOUSTAU (P.), MASSOT (M.). — La distribution des fruits et légumes en Bretagne. — CTIFL. Doc. (34), 2^{me} trim. 1972, 44 p., tabl., graph., cartes, dépl.

11) Structures.

ALTMANN (C.), CRANNEY (J.), EVRARD (P.), MATHAL (P.), VIAY (C.). — La spécialisation des productions céréalière et bovine et ses conséquences économiques. Une étude de la structure de la production agricole en France. — Paris, INRA, Econ. Soc. Rur. Série Trav. Rech. (15), mai 1972, 97 p. + annexes I - II - III.

BOUSSARD (J.-M.). — Construction d'un modèle des exploitations du Liban Nord. Paris, INRA, Econ. Soc. Rur., Série Trav. Rech. (13), mai 1972, 78 p., tabl., dépl.

BRUN (A.). — Le patrimoine foncier du secteur agricole. — C.R. Acad. Agric. **58** (2), 19-26 janvier 1972, 152-164.

GROS (J.-P.), CHAROY (X.). — D'après le recensement de l'agriculture, la concentration des exploitations agricoles s'accroît. — Econ. et Statist. (32), mars 1972, 44-48, tabl.

Débat sur « La Socialisation de la Nature ». Projet (66), juin 1972, 659-714.

L'agriculture et le développement des villes : une étude sur la zone de Valenciennes. — R. droit. rur. (10), mars 1972, pp. 129-136.

TALMANT (A.), CATELIN (M.). — Avenir de l'agriculture et droit des sols.

RICHON (M.). — Propositions pour une politique de protection de zones agricoles dans l'arrondissement de Valenciennes.

Le marché foncier et les baux ruraux. Effets des mesures de réforme des structures agricoles. — Bruxelles, Commission des C.E. Inform. internes sur l'Agric. (81) et (82), janvier 1972, 2 broch. pag. mult., tabl., cartes.

I. Italie, Pays-Bas.

II. R.F. d'Allemagne, France.

12) Institutions - Législation.

BONNEAU (J.-R.). — La loi du 21 décembre 1971 instituant les comités d'entreprise dans les exploitations agricoles, progrès social ou illusion ? R. droit rur. (8), janvier 1972, p. 10-13.

COTTON (G.). — Baux ruraux et réglementation des cumuls en agriculture : la loi n° 72.9 du 3 janvier 1972. — R. droit rur. (8), janvier 1972, p. 1-9.

REMY (P.). — La loi relative à la mise en valeur pastorale dans les régions d'économie montagnarde. — R. Droit Rur. (10), mars 1972, pp. 125-128.

REMY (P.). — Mesures législatives et réglementaires spécifiques aux zones de rénovation rurale et à la zone de montagne. — R. de droit rur. (9), février 1972, p. 73-76.

13) Sociologie.

CEPEDE (Michel). — Le monde paysan dans la société française. Sociologie rur. **22** (1), 1972, 42-65, bibliographie.

RAMBAUD (P.). — Tendances et perspectives de la sociologie rurale française (1960-1970). Sociologie rur. **12** (1), 1972, 66-85, bibliogr.

15) Histoire.

THIBAUT (André). — L'analyse des espaces régionaux en France depuis le début du siècle. — Ann. géogr. **81** (444), mars-avril 1972, 129-170, tabl., graph., cartes, bibliogr.

16) Croissance et développement.

AUVOLAT (M.). — Les ambiguïtés de l'aide alimentaire. — Econ. et human. (205), mai-juin 1972, pp. 13-25.

REBOUL (C.). — Structures agraires et problèmes du développement au Sénégal. Les unités expérimentales du Sine Saloum. — Paris, INRA, Station centrale d'Econ. et Soc. rur., Série trav. rech. (17), juin 1972, 163 p., tabl.

18) Investissements - Financement.

GALAN (P.). — Le marché de la terre agricole dans l'économie moderne. Toulouse. Fac. de Droit et Sc. Econ., mai 1970. — 29 cm, 263 p., graph., tabl., cartes, bibliogr.

19) Politique agricole.

CHABERT (J.-P.), LOCHARD (Y.). — La politique agricole du gouvernement tunisien en 1971. Documents commentés : analyse critique, éléments de synthèse. — Paris, INRA, Station centr. d'Econ. et de Sociol. rur., Sér. Trav. de Rech. (16), avril 1972, VI-129 p. multigr., cartes, graph., bibliogr., index.

CHOMBART DE LAUWE (J.), MARSAL (P.). — Essai d'analyse des concours de l'Etat à l'Agriculture. — Econ. rur. (91), janvier-mars 1972, 23-36, tabl.

MAINIE (Ph.). — Quelle agriculture demain ? L'infor. agric. (423), mars 1972, 36-38, tabl.

20) Marché commun.

DEBATISSE (D.). — La Grande-Bretagne et « l'Europe ». Quelques points de repère. — Econ. et Polit. (213), avril 1972, pp. 105-114.

L'influence du marché commun sur le commerce et les consommateurs. — Probl. écon. (1272), mai 1972, 15-18, tabl.

Le Marché commun agricole élargi. — Probl. écon. (1272), 17 mai 1972, 21-32, tabl., annexes.

21) Commerce international.

Perspectives du marché mondial des produits laitiers et incidences sur le développement laitier dans les pays en voie de développement. — Bull. mens. Econ. Statist. Agr. 5 (21), mai 1972, 1-6.

BIROU (A.), MATHIEU (F.). — L'évolution du commerce international. — Econ. et human. (205), mai-juin 1972, pp. 7-12.

22) Agricultures étrangères.

AGARWAL (P.C.). — La révolution verte en Inde et ses implications sociales. — Probl. écon. (1274), 31 mai 1972, 30-32.

CHAMBRE (H.). — L'économie de la Chine : estimations soviétiques. — Projet (64), avril 1972, 455-466.

MEISTER (A.). — L'expérience yougoslave. Quand la collectivisation a échoué dans l'agriculture, l'autogestion a pris le relais. — Cerès 4 (2), mars-avril 1971, 39-41.

LISTE D'OUVRAGES RECENTS

La liste présentée ci-dessous est réalisée à partir des fiches signalétiques établies par le service de documentation de la Station centrale d'Economie et de Sociologie rurales de l'INRA. Certains d'entre eux seront analysés ultérieurement.

3) Gestion et programmation dans l'entreprise.

FEUVRIER (C.-V.). — La simulation comme technique de gestion. Un plan de concentration. — Paris, Presses Universitaires de France, 1972. — 24 cm, 122 p., tabl., schémas, graph., bibliogr., annexes.

6) Débouchés - Consommation.

La consommation des fruits et légumes. — C.T.I.F.L., 1972, V-40, tabl., cartes, annexes.

7) Commercialisation.

STYGER (Ch.). — Tendances de la distribution de la viande bovine aux Etats-Unis. — Paris, C.N.C.E., sept. 1970, 41 p., tabl., ann.

11) Structures.

KLATZMANN (J.). — Géographie agricole de la France. — Paris, Presses Universitaires de France, 1972. — 17,5 cm, 128 p., tabl., cartes, schémas, bibliogr., annexes.
(Coll. Que sais-je ? N° 420).

O.C.D.E. Paris. — L'agriculture de groupe. — Paris, O.C.D.E., 1971. — 24 cm, 52 p., cartes.

O.C.D.E. Paris. — Mesures de réforme des structures dans l'agriculture. Rapport adopté par le Comité de l'Agriculture et par le Conseil de l'Organisation. — Paris, O.C.D.E., 1972. — 24 cm, 321 p., tabl., cartes, graph.

16) Croissance et développement.

BELLIARD (J.-L.). — Les problèmes économiques et sociaux posés par les implantations industrielles en milieu rural : l'exemple de l'Aquitaine. — Paris, Gauthier-Villars, 1969. — 24,5 cm, 306 p., tabl., cartes, bibliogr.

MENDE (T.). — De l'aide à la recolonisation. Les leçons d'un échec. — Paris, Ed. du Seuil, 1972. — 20,5 cm, 315 p., tabl., notes.

MYRDAL (G.). — Le défi du monde pauvre. Un programme de lutte sur le plan mondial. — Paris, Gallimard, 1971. — 22,5 cm, 466 p.

SERREAU (J.). — Le développement à la base au Dahomey et au Sénégal. — Paris, R. Pichon et R. Durand - Auzias, 1966. — 25,5 cm, 357 p., tabl., cartes, ann.

19) Politique agricole.

LE ROY (P.). — L'avenir de l'agriculture française. — Paris, Presses Universitaires de France, 1972. — 18 cm, 126 p., tabl., bibliogr.
(Que sais-je ? N° 1468).

La politique agraire du Parti Communiste Français du Congrès de Marseille (1921) à nos jours. - Cahiers de l'Institut Maurice Thorez 5 (24), 4^{me} trimestre 1971, 159 p.

22) Agricultures étrangères.

DUMONT (René). — Notes sur les implications sociales de la « révolution verte » dans quelques pays d'Afrique. Edité par Antonio Barreto. — Genève, Institut de recherche des Nations Unies pour le Développement. Social Rapp. (71.5), 1971, X-166 p. multigr.

BIBLIOGRAPHIE ANALYTIQUE

« 4 Vertrats ». *Le petit livre de l'Occitanie*, par une équipe du Comité Occitan d'Etudes et d'Actions, sous la direction de Jean LARZAC (pte collect. Maspero).

« La vraie France, celle du Nord » dont parlait Michelet exclut-elle encore aujourd'hui l'Occitanie qui représente pourtant 1/3 de la superficie de l'hexagone ? C'est ce que pense l'équipe du Comité Occitan d'Etudes et d'Actions, dirigé par Jean Larzac. « L'Etat Français a toujours considéré de façon plus ou moins avouée l'Occitanie, la Bretagne, la Corse, le Pays basque comme des colonies ». *Le petit livre de l'Occitanie* présente l'histoire de cette colonisation : le fait historique, la colonisation fiscale, administrative, mentale, linguistique, économique...

Après la faillite de l'industrialisation due à l'incapacité de la bourgeoisie méridionale d'assumer une transformation industrielle, l'Occitanie assiste à la mise à sac de ses sources d'énergie, au pillage de ses matières premières, à la liquidation de son agriculture. « Tout s'est passé comme si ce pays n'avait su, pu ou voulu dépasser le stade de l'économie précapitaliste » (Le Lannou). « Colonisée mentalement et intégrée à la culture et à la politique françaises, [l'Occitanie] perd l'initiative aussi bien sur le plan culturel que sur le plan économique ».

Dès lors, le mouvement de dépossession s'accélère, les disparités entre un Nord fortement industrialisé et un Midi sous-développé ne cessent de s'accroître, posant aux Occitans un véritable problème de survie. « L'histoire moderne de l'Occitanie est celle d'une mort qui provoque un sursaut de vouloir vivre ».

A cet égard, la répartition de la population active entre les divers secteurs est révélatrice : alors que l'industrie n'occupe que 33 % de la population active contre 39 % pour la France entière, l'agriculture emploie une population plus nombreuse (22 % contre 16 % France entière) et le secteur tertiaire est aussi important que dans le reste de l'hexagone (45 %). Ce passage direct de l'agriculture au tertiaire est d'autant plus grave que ce secteur est improductif en Occitanie.

A l'absence d'industrie, à l'archaïsme de l'agriculture s'ajoutent la pratique d'une politique systématique d'écrémage des gisements et la fuite de l'énergie vers Paris. Les richesses de l'Occitanie font méthodiquement la fortune du Nord. Les implantations nouvelles d'industrie ne changeront rien au problème occitan tant que les entreprises rejettent l'idée qu'elles puissent avoir une responsabilité dans l'avenir des régions où elles puisent leurs richesses. Le pétrole de Parentis et de Cazaux, le gaz de Lacq, l'uranium limousin... ne profitent nullement à ces régions. L'embauche d'une main-d'œuvre locale réduite au chômage dès la construction terminée ne constitue pas une solution au sous-emploi.

Quant à l'agriculture, elle doit faire face à des contraintes de plus en plus lourdes : contraintes physiques (montagnes, sols arides...) qui ont imposé des choix de cultures où le capital investi est très lourd (équipements de vinification, caves coopératives...), morcellement de la propriété (La moyenne des exploitations de plus de 50 hectares est inférieure à 8 %) qui entraîne un véritable exode de la population rurale surtout parmi les jeunes. Cette agriculture pauvre n'a pas les moyens de se moderniser et les aides de l'Etat qui soutiennent l'agriculture riche, accentuent encore les disparités : « On s'aperçoit que la riche agriculture du Bassin Parisien, de la Picardie, de la Champagne, coûte six fois plus cher aux Occitans et aux Bretons que la pauvre agriculture du Limousin et quatre fois plus que l'agriculture bretonne, d'Aquitaine et des autres régions occitanes ». La seule solution laissée aux paysans occitans est de vendre pour durer, de « libérer » les terres au profit du Nord. Le remembrement n'a pu s'effectuer : « obligés de rétrocéder leurs terres pour poursuivre leurs opérations, lorsque les autochtones n'ont pas les moyens, les S.A.F.E.R. cèdent aux étrangers ». De 1962 à 1967 et seulement pour le Languedoc-Roussillon, 22.800 hectares sont ainsi passés à des étrangers.

Et cet état de chose se poursuit sur le plan du tourisme où l'on assiste à une véritable mainmise des banques et des monopoles parisiens sur le littoral. L'infrastructure mise en place à cet effet ne peut servir à une impulsion économique quelconque. Le capitalisme local - lorsqu'il existe encore - jette un cri d'alarme : « Si on laisse aller les choses et leur dégradation relative, avant dix ans, nous serons le camping de l'Europe et la résidence secondaire du Parisien » (1).

Mais davantage, l'Occitanie est en train de devenir le terrain militaire de la France : les nouvelles usines atomiques (dont plus personne ne veut), les centres de recherches électroniques et les champs de tir sont installés en Occitanie. Des bases de tir de missiles sont implantées sur les côtes. L'extension du camp du Larzac entraîne la liquidation d'une agriculture relativement moderne. « Les Occitans « bougnoulisés » ne comptent pas plus que les indigènes de Polynésie ou de Kouran ».

Face à l'exploitation capitaliste et coloniale, la prise de conscience occitane ne cesse de s'affirmer. « Il n'y a sans doute pas de solution strictement occitane au problème occitan ». Mais « il dépend avant tout des Occitans eux-mêmes que leur peuple, demain, continue d'exister, et, s'auto-connaissant, fixe lui-même les voies de son développement ». L'Occitanie se fera-t-elle, parviendra-t-elle à survivre, à se désaliéner ? Telles sont les questions que soulèvent ce petit livre qui amorce la décolonisation de l'histoire.

(Th. de Laboulaye)

(1) Déclaration du Président de l'Union professionnelle patronale de Marseille (Janvier 1966).

G. ETIENNE. — *L'Afghanistan ou les aléas de la coopération*. Paris, P.U.F., 1972, 294 p.

Un livre dont le réalisme et le courage choqueront : « Afin d'éviter les questions désagréables, on a tendance à proposer des remèdes qui ont peu de chances d'être applicables sur une grande échelle : les prix des matières premières, les apports financiers correspondant à 1 % du PNB des pays riches, ... ne serait-il pas plus logique de commencer par s'interroger sur la qualité des hommes, experts étrangers, cadres nationaux ? ».

L'auteur souligne combien le plus sûr moyen de passer à côté de la réalité des pays sous-développés est d'aborder ces problèmes au niveau global et de négliger les leçons de l'histoire. Le tiers monde ne peut s'étudier avec les mêmes outils d'analyse que les pays avancés : en Afghanistan, la population est connue à 30 %, les régions sont très diverses, plusieurs langues se côtoient.

Pour comprendre le pays, il faut réinsérer le fait économique dans son tissu politique et se méfier du « règne de la quantité ». Mieux vaut, pour proposer des remèdes, « essayer de saisir comment les paysans conçoivent leurs problèmes », donc aller sur le terrain et « rencontrer les paysans de manière isolée : si le chef de village est là, les réponses risquent d'en souffrir ».

Dans ce pays des confins, carrefour des invasions et jonction des grands axes commerciaux, les guerres anglo-afghanes et les manœuvres russes n'ont pas seulement entravé le développement, elles ont eu des répercussions graves sur le pays, et beaucoup plus profondes : elles ont accru la xénophobie, accentué l'intransigeance religieuse de l'Islam, consolidé le poids sur l'économie des tribus guerrières et de l'armée. Les débuts de l'Afghanistan moderne se situent vers 1880 : le roi Abdur Rahman doit d'abord assurer l'autorité de l'Etat, diviser le pays en provinces, introduire un impôt foncier, améliorer les pistes caravanières.

Les cadres manquent aujourd'hui une centaine d'étudiants à l'étranger en 1949 et 360 à l'université de Caboul, telle est la petite pépinière dans laquelle puiser les hommes compétents d'aujourd'hui.

Ce pays comporte peu de grands propriétaires fonciers. Les classes marchandes sont à l'origine de la première banque, i Milli, qui, vers 1932, va étendre ses activités dans la distribution du sucre, le textile (coton), la cimenterie, l'électricité. Devenu très puissant, ce groupe inquiète le gouvernement, qui rachète, en 1950, 51 % des parts de la banque, nationalise la fabrique de ciment, et prend enfin en charge le secteur des devises. Si l'intérêt de cette intervention étatique n'est guère contestable, son degré mérite d'être discuté.

Quant à l'agriculture, l'efficacité des services de vulgarisation, aux effectifs trop peu nombreux, est faible, malgré l'aide étrangère (p. 107), l'effet du programme du blé, malgré les chiffres cités, n'est guère convaincant... voir par exemple le manque de parallélisme entre la progression

des surfaces ensemencées en variétés à courte paille et celles des engrais.

La formation des cadres est lente et fort inadaptée aux conditions locales ! En ce qui concerne les cours faits aux futurs cadres de la coopération, on leur parle bien des pionniers de Rochdale, mais aucune référence n'est faite aux coopératives « telles qu'elles fonctionnent depuis de nombreuses décennies dans le tiers monde ! » (p. 197) ... « une étrange méconnaissance du milieu » !

Un excellent livre, passionnant, qui montre avec quel réalisme et quel souci du concret les experts et les économistes devraient aborder ces pays sous-développés, avant de prétendre apporter des solutions toutes faites, et souvent absurdes, à cause de leur caractère général... et passe-partout !

(Ph. Mainié)

Michèle DION SALITOT, Michel DION. — *La crise d'une société villageoise*. Préface de P. Georges. Paris, Editions Anthropos, 1972.

La présentation très sincère de la démarche scientifique suivie par les auteurs séduira : ayant soupçonné très tôt l'importance des luttes économiques à Nussey, il leur restait à découvrir les éléments du système local pour le comprendre.

Le remplissage de fiches d'enquête, opération de routine, a servi d'abri aux auteurs pour se livrer librement à une observation directe : on y juge les enquêtés, et surtout on s'y fait juger par eux. « Cette phase est capitale : on gagne, là, ou on perd la confiance... et l'enquête sera ce que fut cette phase. »

C'est pendant ce travail que chacun des deux auteurs précisa l'objet de ses recherches. Pour Michèle Dion Salitot, la contradiction entre la forte idéologie communautaire et les inégalités dans la possession des terres la décide à privilégier la transmission de la terre, pour identifier les groupes familiaux dominants. Pour Michel Dion, la même contradiction entre l'idéologie communautaire et l'individualisme des éleveurs le conduit à étudier la coopération.

Par l'instrument de la parenté, les paysans jurassiens tentent d'accumuler la terre et de survivre ainsi. Ceux qui sont « brisés par le progrès » quittent la terre, mais celle-ci ne quitte pas la famille. Une lente concentration s'opère ainsi.

« Le village n'est plus qu'un champ clos où se mène, quotidiennement, un combat souterrain et sans merci ». On regrettera que la typologie des exploitations présentée p. 104 ne s'appuie pas également sur la variation des surfaces et du capital détenu par chacun. Analysant la démographie, la vie politique et sociale, les auteurs concluent à l'existence d'une « certaine » hiérarchie sociale : les hommes « valables et entreprenants » en font partie tout naturellement, tant

qu'ils ne manifestent pas un trop grand esprit d'entreprise, qui déborderait largement sur celui qu'admet la communauté.

L'esprit coopératif et ses limites est largement analysé dans la deuxième partie : on retiendra ce qui est dit du régime des communaux, qui résistent au partage, car ils correspondent à certaines nécessités vitales : la sécurité par exemple. Une seule commune a partagé son communal (p. 334), le nombre des exploitations y a, en un siècle, diminué trois fois plus vite qu'ailleurs, alors que la population totale du village a baissé dans les mêmes proportions que dans les communes avoisinantes.

Une charte, établie en 1970 par les organisations professionnelles, prévoit une concentration des fruitières : « on serait tenté de croire que le parti gouvernemental scie la branche sur lequel il est assis. Il prend des risques (...) calculés, car il (...) spéculé sur les contradictions, illusions, désillusions, dans lesquelles s'empêtrent bon nombre d'éleveurs jurassiens ».

Faut-il cependant conclure, avec les auteurs, que seules vont subsister à l'avenir les étables industrielles, possédées par quelques grosses familles ?

Quelques naïvetés dans le style (le coup de patte sur la sociologie « académique » !) ne doivent pas décourager le lecteur : c'est un ouvrage approfondi, qui enrichit l'analyse des « classes » agricoles : les pauvres étant obligés de partir, ne restera-t-il pas qu'une seule classe dominante, les éleveurs « moyens » ?

(Ph. Mainié)

Fond. Nat. des Sciences Politiques. *L'univers politique des paysans dans la France contemporaine*. Sous la direction de Y. TAVERNIER, M. GERVAIS, C. SERVOLIN. Paris, Armand Colin, 1972, 650 p.

Cet ouvrage collectif, né d'un colloque organisé en mai 1970, fait suite à la table ronde tenue en juin 1956, sous la direction de J. Fauvet et H. Mendras, à propos de la représentation politique du monde paysan. 14 années ont passé : une école de pensée, inspirée de Marx, remplace l'ancienne, de tendance libérale. Qu'apporte-t-elle de neuf ?

Pour M. Gervais, « malgré des changements très importants, la spécificité de l'agriculture n'a pas disparu et l'importance des aides que l'Etat lui apporte a montré que notre société accepte de payer d'un prix élevé le maintien de cette spécificité. » ... Ces dépenses sont « comme le reflet, au niveau de la politique agricole, de l'articulation de deux modes de production distincts dont l'un (...) évolue sous la domination de l'autre, qui régit le système économique global ».

Voici qui est en contradiction avec l'hypothèse de l'articulation de deux modes de production présentée par C. Servolin. Son analyse théorique le conduit à souligner les pro-

fondes différences entre deux catégories d'exploitants agricoles, la grande exploitation et les petits paysans. Cependant « leurs intérêts, quoique distincts, ne sont pas directement antagonistes... il n'y a pas entre eux ce rapport direct d'exploitation qui constitue la lutte des classes ». On aimerait que ce jugement soit étayé sur l'observation du terrain.

Pour M. Jollivet, le producteur agricole est de plus en plus souvent placé en face d'industries « qui l'assujettissent ». En résulte-t-il une transformation de la prise de conscience politique de la paysannerie ? Le sociologue le pense, puisqu'il écrit : « l'attitude à l'égard de la propriété foncière change, la nécessité d'une appropriation collective du sol est de plus en plus admise ; on fait même des projets pour régler les modalités de sa réalisation, capitaliste, il va sans dire. ». Il nous semble ici que l'enthousiasme de l'auteur entraîne quelque peu sa plume. Les différentes couches sociales sont-elles « disponibles pour tout projet politique qui résolve leurs contradictions essentielles entre le souci d'échapper à la prolétarianisation et leur désir de n'être pas plus paupérisées que le prolétariat industriel lui-même » ?

Y. Tavernier souligne que « la plupart des partis politiques contribuent à la stabilité des attitudes et des comportements politiques des paysans ». L'analyse écologique des votes, de Derivry, confirme l'importance du facteur religieux dans la détermination du vote, et souligne l'intérêt de certaines interactions, comme le poids démographique.

Devant cette paysannerie, arbitre de la lutte engagée par la classe ouvrière contre le régime capitaliste, Ph. Gratton souligne que le mouvement révolutionnaire ne peut plus se développer en France sans se poser au préalable la question paysanne. Après bien des avatars, le mouvement ouvrier, représenté ici par le parti communiste, en sera réduit en 1964 à proposer la théorie de la démocratie « avancée », qui n'est pas encore socialiste, mais a supprimé certains fondements essentiels du régime capitaliste. Pour Gratton, les répercussions de cette théorie en milieu agricole tiennent au succès du développement coopératif de l'agriculture. Connaissant les difficultés de ce mouvement, faut-il alors conclure que les paysans vont demeurer méfiants vis-à-vis du socialisme ?

Divers auteurs présentent en grand détail les programmes agraires des divers partis politiques et la position de l'église catholique.

L'agriculteur est-il un entrepreneur ou un travailleur ? demande alors N. Eizner. Tout dépend de l'importance prise par une nouvelle idéologie apparue « en rupture totale avec l'idéologie paysanne ». Que restera-t-il du paysan d'antan, un patron suivant les thèses du CENAG, ou un travailleur, adoptant celles de B. Lambert ?

Nul doute que l'information, dont disposera l'agriculteur, jouera un rôle sur ses déterminations politiques. R. Poupy plaide avec fougue pour que les publications soient vraies, à savoir que, « sous couvert d'apolitisme », certains journaux ne défendent pas en fait une orientation politique, mais sans le dire. Quant à ceux qui remettent en cause le système capitaliste, ils font « une politique d'opposition

systématique, souvent démagogique, mais *n'aident pas les paysans à prendre conscience qu'il pourrait y avoir d'autres solutions à leurs problèmes* ». C'est un drame, car la paysannerie conserve son sentiment de frustration dans le domaine politique : « elle comprend difficilement qu'elle ne puisse plus se faire entendre comme autrefois ».

Quels sont les rôles des organisations professionnelles, face à l'Etat ? Ambiguïté, fausse unité menacée puis sauvée par le CNJA, éclatement ou renouvellement du syndicalisme ?

R. Bages, dans une subtile analyse comparant les syndiqués aux non syndiqués dans le Sud-Ouest, montre que ce n'est pas finalement une affaire d'âge qui sépare les deux catégories : il s'y superpose une certaine hiérarchie des conditions, résultat de la sélection qu'exerce l'exode : les jeunes restent seulement s'ils ont des superficies suffisantes. Ce sont eux qui font les leaders. Finalement, « si tous les syndiqués ne sont pas des paysans aisés, tous les paysans aisés sont syndiqués ». L'adhésion au syndicat va de pair avec le dynamisme économique. Les dissensions s'expriment au sein des communautés locales. Ce mécontentement diffus va-t-il jusqu'à renouveler le syndicalisme à la base, et le faire sortir de son « asthénie » ? Tout semble dépendre du besoin d'action qui se manifeste à la base, la présence aux manifestations en témoigne. Une décantation syndicale reclasse les agriculteurs entre ceux qui choisissent de penser en termes d'entrepreneurs et la majorité qui reste attachée à l'exploitation familiale.

Tout cela est-il si différent des conclusions auxquelles étaient parvenues J. Fauvel et H. Mendras, il y a une décennie ?

(Ph. Mainié)

P. HOUÉE. — *Les étapes du développement rural*. Tome 1 : une longue évolution (1815-1950). Tome 2 : la révolution contemporaine (1950-1970). Paris, les éditions ouvrières, 1972.

Ce manuel, selon l'expression de l'auteur, veut être l'occasion de prendre du recul pour mieux situer les actions présentes de développement. C'est aussi un livre passionné, écrit par un rural, solidaire de son milieu.

Il rappelle la lente évolution de la société agraire : la première « révolution agricole », entre 1750 et 1770, permet une nette croissance des disponibilités alimentaires. Cependant, elle se heurte à l'archaïsme des structures, à l'ignorance des masses, à l'absence d'infrastructures économiques.

Entre 1860 et 1870, l'ébranlement et le déclin des industries rurales vont permettre une première ouverture du monde rural : les progrès agronomiques et mécaniques engendrent alors une croissance agricole, chaque fois que la nouvelle industrie citadine « décompresse » la population rurale et amorce un début d'évolution des structures.

L'éveil politique va de pair : les campagnes se sont ralliées au bonapartisme par crainte d'un retour à l'ancien régime.

La III^{me} République, à son tour, refuse avec Gambetta d'opposer les villes aux campagnes : en exaltant la propriété, le parti républicain se présente à son tour comme un rempart contre une monarchie désuète.

Une description très complète de la naissance des organisations professionnelles explique comment l'agriculture, de 1880 à 1930, va se constituer en un monde séparé, avec la complicité des groupes politiques dominants, soucieux de conserver leur électorat. La première crise des temps modernes en 1930 se traduit par ce cri « haut les fourches » ! Les masses paysannes trouvent en Dorgères le tribun qui sait expliquer leur misère et projeter leur agressivité contre l'Etat. Communistes et socialistes ne parviennent guère, au même moment, à mobiliser les paysans. Le Front populaire permet cependant de concrétiser une première forme d'intervention de l'Etat, l'office du blé. Celui-ci accueilli avec méfiance et scepticisme, finit cependant par convaincre l'opinion agricole : les organisations professionnelles vont en faire, par la suite, un élément permanent de leur politique agricole.

« Il n'y a pas de développement sans une révolution culturelle préalable, qui ouvre une brèche dans les conformismes ou les déterminismes subis ». L'année 1950 voit se produire deux événements importants qui vont marquer le destin des agriculteurs : le projet d'unité européenne lancé par R. Schumann, et le rassemblement de 70.000 jeunes ruraux de la J.A.C. au parc des Princes à Paris : R. Colson appelle toutes les exploitations familiales à s'organiser... c'est le départ de la « révolution silencieuse ».

Les préalables de la révolution culturelle se mettent en place à travers les nombreux mouvements de formation et d'éducation populaire en milieu rural. Les progrès techniques vont aider au foisonnement des initiatives. La « vulgarisation » est l'enjeu d'un premier combat entre l'Etat et la Profession. Les organisations professionnelles elles-mêmes vont devoir évoluer.

L'agriculture se trouve déchirée entre l'unité paysanne et la lutte des classes (p. 207) : la prise de conscience des conflits et de leurs enjeux politiques accentue les différences entre les productions, entre les types d'exploitation, entre leurs modes d'insertion dans la société industrielle. L'auteur présente diverses typologies, sociologiques (P. Rambaud), et politiques (B. Lambert). Trois courants émergent aujourd'hui et rendent fort perplexes les états-majors des divers syndicats agricoles : les courants néo-libéral, réformiste, et contestataire.

D'autres catégories socio-professionnelles « reprennent pied » dans l'évolution du monde rural : les artisans, les commerçants, et les personnels des services, les ouvriers : il s'opère un immense brassage d'activités, d'où commencent d'émerger de nouveaux groupes souvent antagonistes.

Les fonctions de l'espace rural se trouvent donc largement renouvelées et différenciées : fonction économique, rési-

dentielle, récréative, écologique. Il faut savoir gré à l'auteur d'avoir posé très largement le problème de l'aménagement, et, en particulier, de présenter une analyse claire de la loi d'orientation foncière de 1967.

L'espace rural se trouve-t-il aujourd'hui définitivement livré aux spéculateurs ? Les ruraux sauront-ils surmonter leurs réflexes défensifs de propriétaires agressés ou leurs tentations d'aménagement autarcique ? Pour l'auteur, il existe un immense problème d'animation à résoudre, pour que la nouvelle organisation, collective, se crée avec et par les administrés autour d'unités réelles d'animation, les « pays » : Une sociologie du développement doit montrer comment « le passé crée l'avenir », selon le mot de Touraine. Les hommes continueront de s'enraciner : « il ne faut pas être pressé... l'essentiel est que cela pousse ».

(Ph. Mainié)

Villages en développement. Contribution à une sociologie villageoise, sous la direction de Henri DESROCHE et Placide RAMBAUD. Ecole Pratique des Hautes Études, VI^{me} Section et Mouton - Paris-La Haye, 1971, 412 pages.

Les Actes des premier et deuxième Colloque d'Albiez-le-Vieux (1969 et 1970) organisés par la VI^{me} section de l'Ecole Pratique des Hautes Études - Sorbonne, sont l'objet de cette publication ; après un avant-propos des directeurs de la publication et une « sociologie du village » de Placide Rambaud sur laquelle il nous va falloir revenir, les 18 études des 21 auteurs sont présentées en cinq parties :

1° Villages de France - 5 études - (Éléments de Bibliographie, Société villageoise et coopération agricole, Problèmes d'urbanisme villageois, un Canton des Mauges, Bas-Vivaraïis).

2° Villages d'Afrique et de Madagascar - 5 études - (Congo Kinshasa, aujourd'hui Zaïre, Niger, République Centrafricaine, Haute-Volta et Madagascar).

3° Villages d'Europe et du Moyen-Orient - 5 études - (1 Yougoslavie - 2 URSS - 2 Israël).

4° Villages d'Asie - 2 études - (1 Iran - 1 Inde).

5° Villages d'Amérique - 1 étude - (Brésil).

Comme le disent les directeurs, dans l'avant-propos, les textes présentés « constituent un important matériau sociologique. Les uns relatent des expériences de développement de villages, d'autres sont presque des carnets de route, d'autres essaient de préciser les caractères distinctifs du village ou l'interrogent sur sa pérennité ». Certaines communications aux colloques ne sont pas comprises dans la publication, leurs auteurs ayant préféré leur garder le caractère oral. La recherche n'est pas achevée, d'autres colloques suivront.

Revenons à l'essai : « Sociologie du village » que Placide Rambaud a placé en tête de l'ouvrage. Il ne s'agit pas d'une nouvelle tentative de définir le village comme « unité sociale spécifique ». Comme l'écrit Placide Rambaud « ces trois mots résument le vrai problème théorique qu'il pose au sociologue ». L'auteur nous rend un plus grand service en exposant comment les travaux antérieurs ont tenté de résoudre ce problème, s'efforçant « seulement de tenter de préciser et de hiérarchiser, d'un point de vue théorique, les caractéristiques abstraites qui définissent le village » : *

1) « un espace délimité et clos » ;

2) « un système économique fondé sur une activité monovalente » ;

3) « rigidité et stabilité de la relation groupe-espace » ;

4) « la rareté des relations possibles entre groupe et espace » ;

5) « le pouvoir d'investissement du village » et

6) « la singularité créatrice du village ».

Il indique enfin « trois orientations de recherches qui devraient compléter cette analyse. Tout d'abord, étant donné l'importance de la relation groupe-espace, il conviendrait d'inventorier méthodiquement la perception que les villageois ont de l'espace et les attitudes qu'ils adoptent à son égard. En second lieu, les lois d'évolution du village devraient pouvoir être plus facilement saisies... Enfin, une dernière question se pose : quel est le rôle du village dans le système social ? » En France, où certains semblent penser que le village pourrait se voir privé de sa fonction, principale jusqu'ici, de production alimentaire, qu'advierait-il du village : aurait-il encore un rôle ? Le développement des villages n'étant plus lié à celui de sa fonction agricole, et le développement rural supposant d'autres fonctions qu'agricoles, il en résulte que, sans pour autant que le village perde certaines de ses caractéristiques, et que cette évolution se confonde avec l'urbanisation, celle-ci rend de plus en plus nécessaire un type autre — sinon opposé — d'organisation socio-spatiale. La compréhension des faits qui se déroulent sous nos yeux, et plus encore la prévision des évolutions qu'il nous faudra dominer et orienter, exigent de telles recherches. Celles dont « Villages en Développement » nous font connaître l'avancement ne sauraient rester ignorées de notre Compagnie. Elles sont aussi nécessaires que les recherches technologiques et économiques à la construction du futur de notre agriculture, de la société rurale et donc du sort de nos successeurs.

Ce n'est certes pas par hasard si le sujet du III^{me} Congrès Mondial de Sociologie Rurale qui vient de se tenir à l'Université de Louisiane, à Bâton Rouge, était : « Politique de Développement et Vie Rurale ».

« Villages en développement » est une contribution précieuse à la solution de ce problème actuel et grave.

(M. Cépède)